

Coronavirus : le 138 rue de Stalingrad à Montreuil, « une bombe sanitaire à retardement »



<https://france3-regions.francetvinfo.fr/paris-ile-de-france/seine-saint-denis/coronavirus-138-rue-stalingrad-montreuil-bombe-sanitaire-retardement-1811284.html>

A Montreuil, en Seine-Saint-Denis, des travailleurs migrants s'entassent dans un hangar insalubre. Plusieurs d'entre eux sont suspectés d'être porteurs du Covid-19. Les associations, les riverains et des élus s'alarment. La municipalité appelle l'État à reloger d'urgence les résidents.

Par Emmanuelle Hunzinger

Au 138 rue de Stalingrad à Montreuil en Seine-Saint-Denis, près de 270 personnes vivent entassés dans des conditions insalubres. Ce sont essentiellement des travailleurs migrants avec ou sans papiers, "les anciens du foyer Barra" comme on dit dans cette ville de l'est parisien. Souvent expulsés puis relogés, ils sont passés de foyers en foyers. D'autres personnes en situation irrégulière ou à la rue sont venues grossir les rangs.

Depuis l'arrivée de l'épidémie de Coronavirus, tous tentent de survivre. Pour eux, pas de confinement possible. Au 138, on dort à 5 sur des lits surperposés. Difficile de se laver quand il n'y a au total que 5 douches pour 270 résidents et que l'approvisionnement en eau et en électricité est défaillant. On ne cuisine pas, non plus. Seule la générosité des associations comme l'Armée du salut, de la ville, des riverains leur permet de se nourrir.

« *Ils vivent dans des conditions inimaginables au XXIe siècle* » s'exclame **Catherine Goffin, bénévole au Réseau Entraide Covid-19 Montreuil**, un mouvement citoyen d'entraide qui s'est mis en place dès le début du confinement pour aider les personnes en grande précarité. Les

bénévoles du Réseau leur apportent des produits de première nécessité, du savon, des produits désinfectants et de quoi se nourrir.

Plusieurs suspicions de cas de Covid-19

Pierre-Etienne Manuellan, est médecin directeur de la Santé de la ville de Montreuil. Hier, il a effectué 76 consultations au 138 rue de Stalingrad. Huit personnes présentent des symptômes de Covid-19. « *Il y a forcément d'autres résidents contaminés, ce virus est extrêmement contagieux. Une personne atteinte en contamine 3 et compte-tenu des conditions de précarité, il y aura d'autres personnes infectées, c'est évident* ».

On laisse une bombe sanitaire se développer dans la ville

Les associations, les riverains et des élus tirent le signal d'alarme. « *Le confinement et la distanciation sociale sont impossibles. Les personnes vivent les unes sur les autres. On laisse une bombe sanitaire se développer. Un jour toute la ville de Montreuil sera concernée* », s'alarme Catherine Goffin.

« *Plus de deux semaines après le début du confinement, il existe à Montreuil plusieurs lieux d'hébergement et foyers de travailleurs migrants, officiels ou non, habités par des centaines de personnes qui courent un grave danger de contamination par le Covid-19* » affirme **Gilles Robel, conseiller municipal à Montreuil et conseiller territorial délégué aux financements européens à Est Ensemble.**

Pourquoi on ne protège pas ces personnes ?

s'interroge **Claire Levy-Vroelant, habitante de Montreuil, militante pour les droits des étrangers** qui a profité de sa sortie "autorisée" dans le cadre du confinement pour apporter ce matin des paquets de café aux résidents. « *Il faut les "desserrer", réquisitionner des locaux, trouver des gymnases pour les mettre à l'abri. Je ne dis pas que le maire a une baguette magique mais on s'étonne que depuis 3 semaines, depuis le 17 mars, rien ne se passe. On est sidéré de l'inertie de la puissance publique* », poursuit-elle.

Bras de fer entre la mairie et l'État

« *Les jours passent et rien ne bouge. Pourquoi la municipalité et la préfecture ne prennent pas des dispositions urgentes ? Les médecins parlent de bombe sanitaire. On ne comprend pas pourquoi la mairie et la préfecture n'arrivent pas à s'entendre?* s'insurge Catherine Goffin.

« *Le fond du problème, c'est le bras de fer entre la ville et la préfecture et chacun se renvoie le problème, c'est une sorte de patate chaude.* » Pour le conseiller municipal Gilles Robel, c'est « *comme dans les Ephad, on a pris des mesures d'isolement il faut en prendre ici dans ces foyers formels et informels. C'est une question de vie ou de mort. Il faut mettre à l'abri ces gens. Les autorités doivent faire passer le problème de leur situation administrative dans un second temps.* » explique-t-il en se basant sur des instructions envoyées aux préfets en date du 27 mars 2020, dont il livre un extrait. « *Il est rappelé la nécessité de veiller à ce que les mesures barrières puissent être mises en place sur les lieux d'hébergement existants et à trouver des solutions supplémentaires d'hébergement adéquates (...) afin d'héberger les personnes repérées à la rue*

mais également de desserrer des centres d'hébergement et des foyers de travailleurs migrants où l'application de ces mesures est rendue compliquée par la configuration des locaux et le nombre de personnes hébergées. »

De son côté la mairie ne reste pas inactive. Kits d'hygiène et distribution alimentaire, consultations gratuites réalisées par les médecins de la ville pour les résidents. Ainsi 33 d'entre-eux ont pu être identifiés comme fragiles et ont été mis à l'abri dans des hôtels. Aujourd'hui, la ville en appelle à l'Etat face à l'urgence de relogement des résidents du 138. *"J'ai informé dès le début de la crise les autorités préfectorales que les mesures de confinement ne pourraient pas être appliquées"*, explique **Patrice Bessac, le maire de Montreuil**. *"Le logement d'urgence est de la compétence de l'Etat qui a les pouvoirs de réquisitionner des logements. Moi je n'en ai pas la capacité"*. Même s'il reconnaît qu'il a déjà eu une première avancée avec le relogement de 33 personnes par la préfecture.

A Montreuil, d'autres foyers de travailleurs, comme celui de Rochebrune, ou des Sorins, pourraient se retrouver dans la même situation que le 138 rue de Stalingrad.

Sollicitée ce jour, la préfecture de la Seine-Saint-Denis affirme qu'elle répondra à nos questions mercredi prochain, le 8 avril, lors d'une conférence de presse.